

## L'ANTIRÉFORMISME DE LA MINORITÉ DE GUERRE ET LA NAISSANCE DU PARTI COMMUNISTE EN FRANCE (1914-1925)

**Romain Ducoulombier**

**Société d'études soréliennes** | *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*

2012/1 - n° 30  
pages 55 à 71

**ISSN 1146-1225**

Article disponible en ligne à l'adresse:

-----  
<http://www.cairn.info/revue-mil-neuf-cent-2012-1-page-55.htm>  
-----

Pour citer cet article :

-----  
Ducoulombier Romain, « L'antiréformisme de la minorité de guerre et la naissance du Parti communiste en France (1914-1925) »,  
*Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, 2012/1 n° 30, p. 55-71.  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Société d'études soréliennes.

© Société d'études soréliennes. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# L'antiréformisme de la minorité de guerre et la naissance du Parti communiste en France (1914-1925)

ROMAIN DU COULOMBIER

En tant qu'idéologie négative<sup>1</sup>, l'antiréformisme ne jouit pas de la fortune de l'antifascisme ou de l'anticléricalisme. Alors que ces derniers définissent une identité à part entière, indépendante de l'appartenance politique, l'antiréformisme est un succédané de l'identité révolutionnaire : c'est une passion fratricide qui permet de cliver le camp du « progrès ». L'opposition entre « réforme » et « révolution » réputée dépassée, les historiens ont eu tendance à considérer exclusivement le travail d'étiquetage qui préside à l'attribution de ces labels : du fait de la difficulté que pose leur définition positive, c'est leur fonction politique plutôt que leur contenu qui s'est trouvée mise en avant.

Un « anti », en effet, n'a pas besoin d'une définition claire de l'ennemi pour exister : sa fonction – mobiliser – dépend surtout de sa capacité à en fabriquer une figure générique efficace. Malgré son inventivité en ce domaine, l'antiréformisme n'est jamais vraiment parvenu à remporter un succès de masse : il ne parvient guère, comme l'antifascisme, à rassembler les foules. Au-delà du « verbalisme » révolutionnaire, l'antiréformisme, quelles qu'en soient les nuances, se heurte par ailleurs à un obstacle majeur : le besoin de s'incarner

1. René Rémond, *L'anticléricalisme en France de 1815 à nos jours*, Bruxelles, Complexe, 1985, p. 7. Voir aussi Gilles Vergnon, *L'antifascisme en France, de Mussolini à Le Pen*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009.

en un programme positif, capable d'engendrer lois et pratiques et de parler le langage des intérêts.

L'antiréformisme s'est donc vu réduit à une forme de double langage : pour la galerie, la promesse du « changement », mais pour le parterre, l'électoratisme sordide, le patronage parlementaire et la gestion municipale. Il constituerait une forme de discours soluble dans la démocratie libérale, au fil d'un processus d'intégration « négative » qui le rendrait inexorablement caduc : les régimes constitutionnels pluralistes découragent les formes ouvertes de révolte populaire – par l'exercice, s'il le faut, du monopole de la violence légitime –, mais travaillent aussi à la réduction de leurs causes – pour l'essentiel, l'inégalité et la lutte des classes – par l'exercice neutre du droit de suffrage<sup>2</sup>. Qu'on le considère comme un instrument de distinction politique ou comme une forme de résistance à l'intégration démocratique de la classe ouvrière, la présomption de son impuissance pratique est forte.

Avec la naissance du PC-SFIC, à la suite du Congrès de Tours en décembre 1920, le discours antiréformiste connaît une inflation sans précédent, du fait de l'assimilation immédiate de la dissidence socialiste au « réformisme ». Cette accusation infâmante, destinée à discréditer définitivement la minorité de guerre pacifiste modérée envers laquelle Lénine n'a jamais caché son hostilité, devait assurer au nouveau Parti le monopole de la légitimité révolutionnaire. L'antiréformisme, pour autant, n'est pas une invention communiste. En 1904, 1905 et 1906, les organisations ouvrières françaises ont cru nécessaire d'inscrire dans leurs textes fondateurs, au nom de la lutte des classes, leur aversion envers le « réformisme ». Malgré ce langage énergique tenu à l'encontre de toutes les « déviations<sup>3</sup> », ni les « améliorations immédiates » (selon la Charte d'Amiens) ni les « réformes parlementaires » (selon la déclaration de principes de la SFIO en avril 1905) n'ont pourtant été bannies du champ d'action des organisations socialiste et syndicale.

2. L'historien allemand Dieter Groh a présenté une conception très élaborée de cette problématique appliquée à la social-démocratie allemande. Dieter Groh, « Intégration négative et attentisme révolutionnaire », *le Mouvement social*, 95, avril-juin 1976, p. 71-116, en particulier p. 101.

3. Le terme existe avant 1914 pour désigner les infidélités de vote des députés de la SFIO. Paul-Louis, « Le Parti socialiste en France », in Adéodat Compère-Morel (ed.), *Encyclopédie socialiste, syndicale et coopérative de l'Internationale ouvrière*, II, Paris, Éd. Quilliet, 1912, p. 319.

Cette ambiguïté fondamentale est impossible à démêler : certains historiens y ont vu une marque distinctive du socialisme et de son mode d'adaptation et d'intégration au système politique français<sup>4</sup>. Il faut bien reconnaître cependant que le problème se pose d'une façon analogue au Parti communiste, surtout après la Libération. Ce qu'il s'agit en fait de comprendre, ce sont les conditions historiques qui déterminent l'apparition d'un discours réformiste – c'est-à-dire, d'une solution pacifique à la « question sociale », d'une politique d'amélioration concertée de la condition ouvrière – et de son envers : dès lors que la classe ouvrière devient la classe-sujet de l'histoire, à une date bien difficile, à vrai dire, à déterminer, la possibilité existe d'un discours normé par l'objectif d'une amélioration radicale ou relative de la condition ouvrière dont l'indignité est retournée en puissance.

En quoi l'antiréformisme communiste est-il distinct de l'héritage socialiste et syndicaliste avant 1914 ? En est-il au contraire, le continuateur ? Pour le savoir, il faut se plonger dans l'histoire du groupe militant prosélyte qui se trouve à la charnière des deux mémoires concurrentes socialiste et communiste : la « minorité de guerre » – tous ces militants socialistes et syndicalistes qui, à un moment ou à un autre du conflit, ont manifesté une forme politisée de refus de la guerre. À la fin de la Grande Guerre, le socialisme européen est dominé, non par le bolchevisme, mais par les courants rassemblés dans l'éphémère « Internationale deux-et-demi », ainsi nommée par Clara Zetkin parce qu'elle devait prendre la relève d'une II<sup>e</sup> Internationale en perdition sans adhérer à la III<sup>e</sup> Internationale créée par Lénine à Moscou en mars 1919. Son échec au début des années 1920 et la puissance montante du bolchevisme ont dissimulé la portée de l'expérience de ce socialisme « de gauche », « minoritaire » et « pacifiste », mais non « défaitiste ». S'il fut le véhicule de l'influence bolchevique en France et ailleurs, il ne peut pas s'y réduire : son opposition – jamais absolue, à vrai dire – au socialisme « majoritaire » l'inclinait à porter son attention vers Lénine, alors même que ce dernier le considérait, du fait de son prétendu « opportunisme », comme le principal danger qui pesait sur le « socialisme révolutionnaire ». Cet immense malentendu, doublé de son incapacité à peser sur le cours de la guerre, puis sur le processus de paix de Versailles,

4. Alain Bergounioux, Gérard Grunberg, *L'ambition et le remords. Les socialistes français et le pouvoir (1905-2005)*, Paris, Fayard, 2005, p. 9-11.

expliquent que cette expérience socialiste originale et inédite se soit enfoncée dans l'oubli.

Si elle est parvenue à mettre en place une propagande efficace contre la majorité de Défense nationale, la « minorité de guerre » a éprouvé de grandes difficultés pour définir un programme positif de refondation socialiste. Après 1918, ses versions contradictoires – rénovation partisane limitée prônée par Louis-Oscar Frossard et Paul Faure, ou refonte radicale réclamée par la « gauche » du Comité de la III<sup>e</sup> Internationale autour de Fernand Lorient et Boris Souvarine – expliquent l'éclatement de la SFIO et l'échec du premier communisme français dans les dissentiments et les exclusions du milieu des années 1920. Son histoire invite à tenter de mesurer la force d'impact politique et de réalisation positive de l'argumentaire antiréformiste, pour dépasser sa réputation d'impuissance.

### L'ennemi réformiste

L'antiréformisme souffre d'une indistinction sémantique : si l'antiministérielisme et l'antiparlementarisme en sont les manifestations les plus vives, il peut se décliner en une large palette de pratiques et de représentations, depuis les mesures de contrôle à l'égard des élus jusqu'à la mise en œuvre de véritables pratiques de vie, à l'instar du « refus de parvenir » théorisé par Albert Thierry dans ses *Reflexions sur l'éducation* en 1912<sup>5</sup> et qui ne fut pas sans influence sur le « noyau » de *la Vie ouvrière* avant la guerre<sup>6</sup>. Cette diversité, qui explique que le concept même d'antiréformisme soit dans une certaine mesure un artefact historique, tient au caractère insaisissable de l'ennemi visé : il s'agit à la fois de combattre les formes d'intégration des organisations ouvrières au système démocratique (participation ministérielle, indépendance du Groupe parlementaire) et, en leur sein, d'imaginer des mesures prophylactiques capables d'endiguer leur « embourgeoisement » (exclusion des parlementaires des instances dirigeantes, anti-intellectualisme, sélection d'élites ouvrières). Est antiréformiste, celui qui se désigne lui-même comme antiréformiste, met en œuvre une

5. Albert Thierry, *Reflexions sur l'éducation* (1912), Paris, Libr. du Travail, 1923.

6. Sur les rapports de Thierry et de son œuvre avec Pierre Monatte et Marcel Martinet, voir Romain Ducoulombier, *Régénérer le socialisme. Aux origines du communisme en France (1905-1925)*, thèse de doctorat d'histoire, Paris, IEP, 2007, p. 185-190.

«vigilance» à l'égard des manifestations du «réformisme» et prend une part active à la lutte contre celui-ci<sup>7</sup>.

L'ennemi réformiste, pour l'essentiel, est un ennemi intérieur – par excellence thermidorien. C'est pourquoi il souffre d'un déficit d'incarnation: pour le compenser, il a fallu fabriquer des figures répulsives qu'Albert Thomas, en particulier, a durablement incarnées. Les caractéristiques attribuées à ce dernier, telles qu'elles ressortent des quelque 220 lettres d'insultes qui lui sont envoyées entre 1915 et 1919<sup>8</sup> – bedonnant, ripailleur, dépravé, aimant l'argent –, désignent clairement l'antiréformisme comme une forme de la haine de la bourgeoisie identifiée par François Furet<sup>9</sup>, mais aussi comme une manifestation de l'aversion très forte encore dans les rangs socialistes – nombreux à écrire à leur ministre – envers les «intellectuels» et les normaliens. La guerre, plus largement, a nourri un vaste imaginaire du complot et de la trahison où les profiteurs<sup>10</sup> et les embusqués<sup>11</sup> côtoient les députés corrompus et les ministres repus et prétendument cocaïnomanes, comme Louis-Jean Malvy<sup>12</sup>.

Le discours antiréformiste en France s'est restructuré dans le dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle, lorsque les conditions historiques dans lesquelles évolue le mouvement ouvrier français se modifient en profondeur du fait de l'installation dans la durée du régime républicain. L'opposition entre le socialisme révolutionnaire et le socialisme «bourgeois», «réactionnaire» ou «critico-utopique» n'est pas neuve, en effet: elle est omniprésente dans *Le manifeste du Parti communiste*, dans la traduction largement diffusée qu'en offre Laura Lafargue au début des années 1880, «la meilleure, selon Engels, de celles qu'on a publiées jusqu'ici<sup>13</sup>». Le terme de «réformiste» y apparaît une fois pour désigner le milieu d'intellectuels et de journalistes autour du journal *La Réforme*, organe du «parti démocrate-socialiste» dominé

7. Selon une définition appliquée par Pierre-André Taguieff à l'antifasciste. Pierre-André Taguieff, *Les contre-réactionnaires. Le progressisme entre illusion et imposture*, Paris, Denoël, 2007, p. 25.

8. Lettres d'insulte à Albert Thomas, 94 AP/155.

9. François Furet, *Le passé d'une illusion*, réédité dans *Penser le XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Robert Laffont, 2007, p. 507-1076, en particulier p. 524-529.

10. François Bouloc, *Les profiteurs de guerre*, Bruxelles, Complexe, 2008.

11. Charles Ridet, *Les embusqués*, Paris, Armand Colin, 2007.

12. Jean-Yves Le Naour, *L'affaire Malvy. Le Dreyfus de la Grande Guerre*, Paris, Hachette Littératures, 2007.

13. Maurice Dommanget, *L'introduction du marxisme en France*, Lausanne, Éd. Rencontre, 1969, p. 68.

par Ledru-Rollin et Louis Blanc<sup>14</sup>, et qui bénéficie selon Marx et Engels du « ralliement critique » des communistes<sup>15</sup>. Louis Blanc lui-même, dans son *Organisation du travail*, a fixé la réforme politique comme « moyen » de la réforme sociale et proclamé le rôle de l'État dans le processus de transformation de la condition du plus grand nombre : « Ne pas le prendre comme instrument, c'est le rencontrer comme obstacle<sup>16</sup>. » La décennie 1840 est décisive dans l'élaboration progressive de l'idée de mission historique du prolétariat.

La « langue nouvelle » du marxisme, selon l'expression de Benoît Malon, n'a cependant commencé à être parlée en France qu'avec les dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle. Inachevée en 1914, la marxisation du discours socialiste a contribué à fixer au mouvement ouvrier une fin – la révolution – sans résoudre, selon l'expression remarquable de Jaurès, le problème de la politique quotidienne et des alliances avec les différentes « fractions de la bourgeoisie<sup>17</sup> ». La constitution de la classe ouvrière en classe-sujet de l'histoire se produit de plus au moment même où le plus grand nombre devient objet de réformes. Les transformations du salariat et l'émergence de la société assurancielles transforment profondément, mais avec lenteur, la condition ouvrière<sup>18</sup>, tout en supprimant progressivement les conditions mêmes qui, à l'époque de Marx, avaient déterminé l'acte de son élection historique<sup>19</sup>. Mais c'est surtout l'apparition d'organisations bureaucratiques de mobilisation sociale et électorale des classes populaires, difficilement unifiées entre 1895 et 1905, qui impose désormais la mise en place d'un dispositif de différenciation politique efficace dans le jeu républicain. C'est dans ce contexte que le réformisme, entendu comme la pensée et la pratique du changement social sanctionné par l'État<sup>20</sup>, opère ses progrès les plus rapides.

Dès lors, en effet, que c'est l'État qui devient la clef du débat – et

14. Friedrich Engels, Karl Marx, *Manifeste du Parti communiste*, in Karl Marx, *Œuvres. Économie*, I, Paris, Gallimard, 1965, p. 193.

15. Leur tâche, à la différence des « réformistes », est en effet double : « Les communistes combattent pour les intérêts et les buts immédiats de la classe ouvrière ; mais dans ce mouvement du présent, ils représentent en même temps l'avenir. » (*Ibidem.*)

16. Louis Blanc, *Organisation du travail*, Paris, 1847, 5<sup>e</sup> éd, p. 14.

17. Jules Guesde, Jean Jaurès, *Les deux méthodes*, Lille, Imprim. ouvrière P. Lagrange, 1900, p. 3.

18. Robert Castel, *Les métamorphoses de la question sociale* (1995), Paris, Gallimard, 2007, p. 524 sq.

19. *Ibid.*, p. 565 sq.

20. *Ibid.*, p. 516.

la guerre ne devait pas peu contribuer à cette prise de conscience<sup>21</sup> –, l'antiréformisme oscille entre deux extrémités : la promotion d'institutions-modèles de substitution à l'État (la « commune », le « syndicat », le « soviet »), ou le recours insurrectionnel. La France, à l'évidence, en est une terre d'élection : outre une très riche tradition blanquiste ou « utopique », le réflexe antiréformiste s'exprime encore aux franges de l'ancien guesdisme rallié à l'unité, dans le socialisme anti-étatiste d'un Lagardelle ou d'un Hervé<sup>22</sup> et dans la nébuleuse syndicaliste révolutionnaire entrée en crise depuis la fin des années 1900. En 1905, certes, le « réformisme » a été banni des statuts officiels de la SFIO : mais cette exclusion a interdit que soient examinés, sinon clandestinement, les rapports entre le syndicat et le parti et ceux du parti avec l'État. L'influence grandissante de Jaurès à la fin des années 1900 devait seule la remettre en cause. Au sein de la CGT, le syndicalisme « pur » lui-même a reculé, au prix de fortes tensions, devant l'effort de rationalisation de l'action syndicale entreprise, au-delà de leurs dissentiments, par Léon Jouhaux et Alphonse Merrheim<sup>23</sup>. Cette crise intérieure lancinante n'est pas sans conséquence sur l'attitude de la CGT en août 1914. Robert Michels lui-même, en 1911, remarque que le « postulat du renoncement », c'est-à-dire la lutte volontaire contre l'embourgeoisement des élites des organisations socialistes, au nom de « l'identité du genre de vie » entre représentants et représentés, n'est plus en vigueur que « dans certains milieux ouvriers des partis socialistes français et allemand<sup>24</sup>. »

Faut-il y ajouter le « désarmement des haines » appelé de ses vœux par Gustave Hervé en 1912, à l'issue d'une éprouvante décennie militante<sup>25</sup> ? Les signes sont multiples d'une évolution profonde des équilibres du mouvement ouvrier à la veille de la guerre. « On peut admettre, conclut Madeleine Rebérioux, que la vieille méfiance

21. Pour Léon Blum et l'État avant et pendant le conflit, voir Jérôme Michel, *Blum. Un juriste en politique*, Paris, Michalon, 2008, p. 63-68 et 87.

22. Madeleine Rebérioux, « Les tendances hostiles à l'État dans la SFIO (1905-1914) », in *Parcours engagés dans la France contemporaine*, Paris, Belin 1999, p. 39-59.

23. Le conflit au sein de la rédaction de *la Bataille syndicaliste* est symptomatique. Assemblée générale des actionnaires de *la Bataille syndicaliste*, 9 novembre 1913, CAC 19940494-45, pièces 7-12.

24. Robert Michels, *Les partis politiques. Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, trad. de S. Jankélévitch, Bruxelles, Éd. de l'Université de Bruxelles, 2009, p. 221-224.

25. Gilles Heuré, « Gustave Hervé, le tournant d'avant-guerre », *Mil neuf cent*, 19, 2001, p. 85-95.

envers l'État, si elle a reculé, est pour une bonne part à la recherche de nouveaux cadres pour s'exprimer<sup>26</sup>.» La Première Guerre mondiale les lui offre.

### L'antiréformisme de la minorité de guerre

La scission de Tours en 1920 n'est qu'un épisode de l'histoire du milieu militant original qu'est la minorité de guerre. Fortement divisée entre les tendances nées des différentes formes du refus de la participation socialiste et syndicale à la Défense nationale, elle trouve néanmoins son unité dans le rejet commun de la « trahison » de 1914 et dans le sentiment de la décadence de la vocation révolutionnaire du socialisme. Elle aspire en effet à régénérer les principes et les pratiques d'organisations compromises dans la conduite d'une guerre dont les conséquences sont chaque jour plus lourdes à porter par la classe ouvrière. Il s'agit, pour les « minoritaires », de restaurer la continuité de la tradition révolutionnaire socialiste par un acte de rupture avec la « majorité » de Défense nationale dont la ligne politique a été définie au cours du mois fatidique d'août 1914.

Le recours au concept de régénération<sup>27</sup> permet de prendre ses distances avec l'interprétation « accidentaliste » d'Annie Kriegel, telle qu'elle l'avait exposée dans les conclusions de sa thèse magistrale parue en 1964<sup>28</sup>. Il est désormais possible de tenir ensemble ce dont la minorité entend se distinguer, c'est-à-dire le passé socialiste bouleversé par 1914, et ce dont elle entend se réclamer, c'est-à-dire un socialisme rendu à sa vocation révolutionnaire. La « majorité » qui l'affronte devait d'ailleurs être surprise par le caractère innovant et radical de son militantisme fractionnel, de plus en plus efficace à partir de 1916. La relève communiste de 1920, par ailleurs, n'est pas politiquement vierge : Annie Kriegel, en 1964, a pourtant insisté sur son « ignorance » politique<sup>29</sup>, puis Souvarine, en 1981, l'a

26. M. Rebérioux, « Les tendances hostiles à l'État dans la SFIO (1905-1914) », *loc. cit.*, p. 59.

27. Sur sa genèse et son historiographie, nous nous permettons de renvoyer à Romain Ducoulombier, *Camarades ! La naissance du Parti communiste en France*, Paris, Perrin, 2010.

28. Annie Kriegel, *Aux origines du communisme en France 1914-1920*, Paris-La Haye, Mouton, 1964.

29. Annie Kriegel, *Le Congrès de Tours (1920). Naissance du Parti communiste français*, Paris, Julliard, 1964, p. 19.

décrite « sans expérience<sup>30</sup> » – un thème développé, au moment de la scission, par les leaders socialistes eux-mêmes<sup>31</sup>. Cette réputation d'inexpérience, nourrie parfois rétrospectivement par les intéressés pour justifier leur échec<sup>32</sup>, a nui à la réflexion sur la politisation de cette jeunesse avant et pendant la guerre. Celle-ci précède souvent le conflit, bien que la guerre ait ensuite représenté une expérience radicalement nouvelle, tant dans sa forme que dans ses contenus. Cette politisation alternative, en marge des circuits socialistes traditionnels, a constitué la matrice de son aspiration à un « parti de type nouveau » que devait en principe incarner le PS-SFIC<sup>33</sup> régénéré de 1920. Pour Frossard comme pour Souvarine, la SFIO héritée de l'avant-guerre n'est plus conforme à leurs vœux et doit être, d'une manière ou d'une autre, rénovée.

La minorité s'est construite comme une geste héroïque de réfractaires à l'ordre majoritaire imposé par le choix de 1914 et la participation ministérielle. En réalité, leurs rapports n'ont jamais été aussi simples<sup>34</sup>. L'univers mental de la minorité s'enracine dans trois matrices.

L'antiministériisme est premier et fondateur : il en constitue le plus petit dénominateur commun. La figure la plus représentative est sans doute incarnée par le député de la Haute-Vienne Adrien Pressemane : minoritaire convaincu des premières heures, très hostile à toute forme de participation ministérielle et au maintien de Thomas au gouvernement à la fin de 1916, il est profondément antibolchevique. Opposé au principe même des « conditions », attaché à l'autonomie des sections nationales sur le modèle de la II<sup>e</sup> Internationale, il rencontre dès la fin octobre 1920 Blum et Renaudel pour participer à la rédaction de la motion de la Résistance à Tours (publiée

30. Boris Souvarine, *Autour du congrès de Tours*, Paris, Éd. Champ libre, 1981, p. 33.

31. Voir par exemple Marcel Sembat, *La victoire en déroute*, préface de Léon Blum, Paris, Éd. du Progrès civique, 1925, p. 138.

32. Louis-Oscar Frossard, *De Jaurès à Lénine. Notes et souvenirs d'un militant*, Paris, Éd. de la Nouvelle Revue socialiste, 1930, p. 4.

33. Jusqu'en mai 1921, le titre du Parti est « Parti socialiste-SFIC » : Frossard, à Moscou en juillet 1920, avait refusé de modifier le nom du Parti.

34. Sur le rapport de Jean Longuet, par exemple, à la majorité ou à Clemenceau, voir Gilles Candar, *Jean Longuet. Un internationaliste à l'épreuve de l'histoire*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007. Sur la majorité, voir Vincent Chambarlhac, Romain Ducoulombier (dir.), *Les socialistes français et la Grande Guerre. Ministres, militants, combattants de la majorité (1914-1918)*, Dijon, Éd. universitaires de Dijon, 2008.

le 10 décembre) et préparer les suites du congrès<sup>35</sup>. La condition de son ralliement est claire : l'éviction d'Albert Thomas des rangs de la SFIO reconstituée. Ce dernier ne doit qu'à l'influence de Sembat son maintien en marge du Parti<sup>36</sup>.

Le pacifisme est la seconde composante idéologique de la minorité, mais elle ne peut en aucun cas y être réduite. Elle recouvre d'ailleurs diverses acceptions et pénètre inégalement les rangs des minoritaires. Jean Longuet, bien entendu, en est le meilleur représentant : le travail pour la paix, il l'entrevoit comme le devoir fait aux socialistes, conformément à la résolution du congrès de Stuttgart en 1907, de « s'entremettre pour faire cesser [la guerre] promptement<sup>37</sup> ». Mais il ne saurait s'agir d'une paix qui causerait au pays une « mutilation de son territoire » :

*La vérité, c'est que personne parmi nous, n'est partisan de la paix à tout prix, mais qu'en revanche, certains ne veulent la paix à aucun prix; du moins à des prix tels, qu'ils savent bien qu'ils ne peuvent pas les obtenir*<sup>38</sup>.

À sa gauche, donc, existe encore toutes les nuances du pacifisme zimmerwaldien qui n'a jamais franchi la limite du défaitisme – sinon en mai 1918, dans la tentative avortée de grève générale d'une fraction du Comité de défense syndicaliste (CDS)<sup>39</sup>. La minorité dite « pacifiste » ne possède en cette matière qu'une unité de façade, ce qui n'est pas sans conséquence sur les reclassements de la fin de 1918, consécutifs à la conquête de la majorité par les « amis de Longuet » dans la SFIO. Si l'aspiration à la « paix » la rassemble, ce qui la divise

35. Réunions des amis de *la Vie socialiste*, 27 octobre 1920 et 1<sup>er</sup> décembre 1920, AN, fonds « Panthéon » Pierre Renaudel, F7 16001/2.

36. Lettre d'Albert Thomas à Marcel Sembat, Paris, 2 mars 1921, AN, Arch. Marcel Sembat, 637 AP/185.

37. Selon une formule reprise par Jean-Jacques Becker, « Jean Longuet et l'Union sacrée », in Gilles Candar (dir.), *Jean Longuet, la conscience et l'action*, préface de Maurice Agulhon, Paris, Éd. de la Revue politique et parlementaire, 1988, p. 49.

38. Cité par Patrizia Dogliani, « Jean Longuet et la Deuxième Internationale », *ibid.*, p. 58.

39. Votée par 115 voix contre 4 et 60 abstentions, la grève immédiate est votée par la « conférence » syndicale de Saint-Étienne, les 19 et 20 mai 1918, AN, F7/13372. Voir aussi Jean-Louis Robert, *Les ouvriers, la patrie et la révolution. Paris, 1914-1919*, Paris, Belles Lettres, 1995, p. 276 sq. ; John Horne, « The State and the challenge of labour in France 1917-1920 », in Chris Wrigley (dir.), *Challenges of labour*, Londres, Routledge, 1993, p. 247.

est la tactique qu'il convient de mettre en œuvre pour l'obtenir. De ce point de vue, cependant, et quelles qu'en soient les nuances, la minorité est vaincue en 1919 : elle n'est parvenue à peser ni sur le cours de la guerre, ni sur le processus de paix qui se conclut à Versailles.

Sa montée en puissance continue au sein de la SFIO s'est alimentée à une troisième source : le refus de guerre, c'est-à-dire la défiance publique plus ou moins activiste contre la patrie, l'armée, la censure et l'ennemi indistinct – profiteur, embusqué, député embusqueur et ministre repu et corrompu – nourrie par la dureté et la durée du conflit. La minorité a tenté de s'arrimer au continuum d'indiscipline<sup>40</sup> qui traverse la France mobilisée, à l'arrière comme au front, avec lequel les liaisons de la minorité sont cependant lâches et incertaines. La rencontre avec le monde combattant est restée, avant 1919, à la fois limitée et superficielle. Quand il n'est pas réformé, convalescent ou versé dans l'auxiliaire, le soldat n'apparaît qu'en permissionnaire. Le « refus de guerre », dominé par l'espoir inarticulé d'une « fin », d'une « suspension épique de la guerre » (Henri Barbusse), doit peu aux idées antimilitaristes et pacifistes d'avant-guerre, réduites à l'état de contrebande idéologique dans les tranchées par la censure militaire<sup>41</sup>. Les symboles et les chants de la Sociale ressortent épisodiquement dans les moments d'indiscipline militaire où, sans en être les meneurs, d'anciens militants peuvent figurer<sup>42</sup>. Mais le sentiment ambigu d'une cause commune peut exister :

*Quant aux chefs du Parti socialiste – écrit ainsi à sa mère le jeune Henry Dispan de Floran –, ils peuvent se préparer à une jolie culbute. [Par] tous les soldats appartenant au Parti et avec qui j'ai pu causer, ils sont tout simplement considérés comme des traîtres dont il faudra faire justice au retour*<sup>43</sup>.

40. Timothy Parsons, *The 1964 army mutinies and the making of modern East Africa*, Londres, Praeger, 2003, cité par André Loez, 14-18. *Les refus de guerre. Pour une histoire des mutins*, Paris, Gallimard, 2010, p. 23.

41. Romain Ducoulombier, « La Sociale sous l'uniforme. Obéissance et résistance à l'obéissance dans les rangs du socialisme et du syndicalisme français, 1914-1916 », in André Loez, Nicolas Mariot (dir.), *Obéir/Désobéir. Les mutineries de 1917 en perspective*, Paris, La Découverte, 2008, p. 266-279.

42. Sur la question précise de la politisation des mutins, voir André Loez, « Un socialisme en filigrane ? La politisation des mutins de 1917 », in Romain Ducoulombier (dir.), *Les socialistes dans l'Europe en guerre. Réseaux, parcours, expériences, 1914-1918*, Paris, L'Harmattan, 2010, p. 105-121.

43. Lettre d'Henry Dispan de Floran à sa mère, 27 juillet 1915, Archives d'histoire contemporaine du Centre d'histoire de sciences-po, Arch. Dispan de Floran, DF 3.

En 1917, l'attente puis la déception devant l'échec de la conférence de Stockholm démontrent leur impuissance partagée à trouver une « fin » à la guerre. Malgré tous ses efforts, la minorité n'est jamais vraiment parvenue à s'émanciper du poids écrasant de la guerre défensive.

Le conflit multiplie cependant les « minoritaires d'un instant<sup>44</sup> » que la minorité s'efforce de fidéliser et d'organiser dans les sections du Parti. Jusqu'à la démobilisation massive de 1919, la minorité a prioritairement puisé ses troupes dans le halo de populations fragiles qui entoure l'effort de mobilisation industrielle de la France, attirant les catégories dépourvues de toute représentation syndicale et pour lesquelles le risque d'envoi au front est élevé ou la chance de modifier leur condition de mobilisés est nulle<sup>45</sup>. Anti-oligarchique, la minorité a tenté de prendre position dans la guerre sociale qui s'est déroulée derrière la grande, autour de la revendication d'égalité devant le sacrifice – un enjeu structurant de l'esprit public pendant la guerre, potentiellement contradictoire avec la rationalisation industrielle fondée sur le principe de l'allocation sélective de la main-d'œuvre<sup>46</sup>. C'est pourquoi la minorité n'a cessé d'osciller entre sa vocation pacifiste et sa fonction tribunitienne, qu'elle exerce avec plus ou moins de bonheur, en concurrence féroce avec les majorités socialiste et syndicale. Leur capacité de résistance provient à l'évidence du « réformisme ouvrier » (*labour reformism*)<sup>47</sup> spécifique qu'elles ont mis en place.

L'antiministériarisme et le refus de toute compromission dans l'effort de guerre ont joué un rôle déclencheur dans la constitution des premiers noyaux minoritaires. C'est le premier hiver de guerre qui, tout en en modifiant l'alchimie idéologique, permet à la minorité, selon l'expression de Madeleine Rebérioux, de « prendre conscience d'elle-même<sup>48</sup> ». À la fin du printemps 1915, la minorité s'organise en tendance puis se dote à la mi-1916 d'une organisation centra-

44. Louis de Brouckère, Rapport confidentiel, Londres, 16 décembre 1916, AN Arch. Marcel Sembat, 637 AP/49, feuillet 63-64.

45. Nous nous permettons sur tous ces points de renvoyer à R. Ducoulombier, *Camarades!*, *op. cit.*, chap. 2.

46. Charles Ridet, *Les embusqués*, Paris, Armand Colin, 2007, p. 172.

47. John Horne, *Labour at war*, Oxford, Clarendon Press, 1991, p. X. Sur le cas Thomas, voir Florent Lazarovici, « L'organisation du ministère de l'Armement sous Albert Thomas. Une expérience socialiste ou technocratique? », in R. Ducoulombier (dir.), *Les socialistes dans l'Europe en guerre*, *op. cit.*, p. 55-71.

48. Madeleine Rebérioux, « Le socialisme et la Première Guerre mondiale », in Jacques Droz, *Histoire générale du socialisme*, II, Paris, Puf, 1997, p. 612.

lisée d'orateurs « anti-Thomas », selon l'expression significative de son secrétaire Maurice Maurin<sup>49</sup>. Les effectifs des minoritaires, sans doute modestes et dilués, sont pourtant suffisants pour s'imposer dans une organisation socialiste vidée de ses militants. C'est sa lutte victorieuse – mais longtemps incertaine – contre la majorité qui lui procure la conviction puissante d'être une relève.

Cette minorité idéologiquement divisée est partagée par d'autres clivages – entre « jeunes » et « vieux », mais aussi entre « combattants » et « embusqués ». La relève de 1920 n'est pas seulement formée de « jeunes » militants, mais aussi de seconds couteaux venus du socialisme ou du syndicalisme d'avant-guerre. Mais comme toute relève, elle offre une prime à la jeunesse : elle se définit d'abord par le partage d'un ressentiment activiste contre les directions des organisations ouvrières perçues comme oligarchiques. L'anti-oligarchisme des minoritaires, leur haine contre la gérontocratie sociale-patriote qui les dirige, sont irrigués par l'antiréformisme d'avant-guerre ranimé au contact du conflit.

### **L'antiréformisme communiste.**

#### **De l'adhésion à la « bolchevisation »**

L'adhésion à l'Internationale communiste a été perçue comme la solution à la crise de conscience qui déchire le socialisme entre 1914 et 1918. L'idée d'un « parti de type nouveau » construit avec l'aide de l'IC est une formule vague mais structurante du courant d'adhésion dont la force s'affirme au congrès de Strasbourg, au début de 1920.

Ce courant se divise cependant en deux conceptions antagonistes de la rénovation socialiste nécessaire après la « trahison » supposée de 1914 : dans l'entourage de Paul Faure, Jean Longuet ou Louis-Oscar Frossard, il s'agit de mettre en œuvre une épuration limitée des rangs du Parti, de resserrer le contrôle politique et moral de ses représentants par la base, et de se maintenir dans une ligne antiministérialiste. Pour Frossard, qui devait amener à l'adhésion une majorité d'anciens Reconstructeurs avec Marcel Cachin et Daniel Renoult, il n'est pas question de changer le nom du Parti : en juillet 1920, à Moscou, il a protesté en ce sens auprès de Zinoviev, alors que Lénine s'est battu pour obtenir que l'adjectif « communiste » s'impose dans la titulature

49. Réunion des Amis du *Populaire* en décembre 1917, AN, fonds Panthéon Charles Rappoport, F7 16000/1.

du parti bolchevique en mars 1918. Il est souvent écrit que le congrès de Tours ne sépare pas « réformistes » et « révolutionnaires », mais les socialistes « révolutionnaires » entre eux : pour être plus précis encore, la ligne de fracture traverse pour l'essentiel la tendance de la Reconstruction, la plus nombreuse dans le Parti, formée par l'ancienne minorité modérée et les majoritaires ralliés en octobre 1918. À Tours, Frossard déploiera d'intenses efforts pour convaincre ses anciens amis d'« aller à Moscou » : seul Raoul Verfeuil, sans enthousiasme, le suivra. Leur cohésion s'est brisée sur les « conditions » et l'exclusion de Longuet, alors qu'ils avaient jusque-là partagé l'idée du rétablissement de la continuité de l'histoire socialiste par le sacrifice d'un bouc-émissaire.

L'idéal d'un parti « contrôlé par lui-même » est commun à toutes les nuances de la minorité. Reste à le mettre en œuvre. L'entreprise de rénovation limitée des pratiques et des principes de la SFIO, qui aboutit à la formation de ce parti hybride qu'est la SFIC des premières années, comporte deux inconvénients majeurs : elle peut aussi bien servir à justifier qu'à refuser l'adhésion à l'IC, selon que ses directives et ses « conditions » sont jugées compatibles avec la « situation française » ; elle peut surtout être facilement débordée par sa gauche, par l'action de militants qui l'ont défendue au départ, puis s'en sont écartés au gré des circonstances, sous l'influence du bolchevisme et du syndicalisme révolutionnaire – à l'instar de Boris Souvarine.

Ses adversaires, en effet, se sont pour l'essentiel rassemblés dans une structure politique originale, sans équivalent dans l'histoire socialiste : le Comité de la III<sup>e</sup> Internationale. Il s'est constitué le 7 mai 1919 en réponse à l'« appel » lancé depuis Moscou par le premier Congrès de l'IC, en mars précédent. « Il n'est pas “rattaché” au parti unifié », précise Pierre Monatte<sup>50</sup>, qui en est le secrétaire adjoint, mais il y entretient pourtant une tendance ! Ce statut hybride – une fraction qui n'appartient pas à la même Internationale que le parti dans lequel elle milite, et dont la direction comporte des hommes qui n'en sont pas membres – est unique dans les annales du socialisme français. Cette originalité permet au Comité, en digne héritier de la minorité de guerre, de regrouper des militants anarchistes, socialistes et syndicalistes révolutionnaires dans des proportions qu'il n'est

50. Lettre de Pierre Monatte à Jules Humbert-Droz, Paris, 3 octobre 1919, in Siegfried Bahne (ed.), *Archives de Jules Humbert-Droz, I, Origines et débuts des partis communistes des pays latins (1919-1923)*, Dordrecht, D. Reidel Publishing Co., 1970, p. 5.

cependant pas facile d'établir, mais qui penchent en faveur des socialistes, contrairement à ce que l'on a longtemps pensé<sup>51</sup>. Il est animé par une conception ascétique et sacrificielle de la régénération révolutionnaire du socialisme : il faut imposer dans le Parti une méthode nouvelle d'exclusion administrative capable d'éliminer promptement les ennemis intérieurs. Le contrôle inquisitorial du *membership* est indispensable pour en maintenir la cohésion. Il ne peut être exercé que par une élite vertueuse, dont l'éthique est fondée sur le refus de parvenir et sur l'autodiscipline révolutionnaire, capable d'accoucher des « communistes éprouvés » annoncés par les « conditions » de Lénine. La morale et les pratiques de vie que cette relève militante promet (son « style de parole », en particulier, de « franchise brutale » entre « camarades » pour suppléer à la suppression des tendances) nourrissent le besoin d'une purgation ascétique de soi et d'un contrôle réciproque de la vertu révolutionnaire.

Pourtant, le Comité de la III<sup>e</sup> Internationale ne prône pas l'adhésion inconditionnelle à l'IC, pas plus qu'il n'a été majoritaire dans la SFIO : s'il remporte la victoire à Tours, c'est avec l'appoint décisif de l'ancienne Reconstruction ralliée par Frossard et Cachin à leur retour de Russie, en août 1920. Sans Frossard, pas de majorité : cela explique les difficultés immédiates rencontrées par la SFIC.

La formation de la SFIC n'est pas seulement une imposition « par le haut » des exigences de l'Internationale communiste : il ne s'agit pas d'une greffe mais de l'adoption positive et de l'adaptation stratégique, par un groupe nouveau de militants, d'un vocabulaire et de pratiques inspirés du bolchevisme, transférés et traduits dans le contexte français. La création de la SFIC s'intègre dans le cadre d'une histoire transnationale où la jeune relève de 1920 fait figure de génération de passeurs.

*Le Bulletin communiste – écrit ainsi Souvarine – a été le canal indispensable grâce auquel nous avons littéralement révélé au milieu socialiste l'abondante et riche littérature communiste et internationale qu'il ignorait*<sup>52</sup>.

51. François Ferrette, *Le Comité de la III<sup>e</sup> Internationale et les débuts du PC français (1919-1936)*, mémoire de maîtrise d'histoire, Paris, Université de Paris I, 2005, p. 121.

52. « Fragments d'un rapport sur la scission de Tours », *Est & Ouest*, 458, 16-31 décembre 1971, p. 24-25.

Les conflits de statuts qui éclatent jusqu'en 1923 entre la SFIC et son Internationale d'adoption, reflétés par l'antagonisme entre Souvarine et Frossard, sont décisifs dans la conformation progressive du Parti français aux vœux du Komintern. Pour Frossard, la motion d'adhésion à Tours devait être la « Charte » du parti, supérieure aux « vingt-et-une conditions » (qu'elle intégrait en les atténuant) et aux statuts de l'IC, parce qu'elle avait été adoptée par un congrès souverain. Les statuts du PC-SFIC adoptés en mai 1921 ont donc été conçus pour sauvegarder l'autonomie relative du nouveau parti, en particulier grâce à l'existence d'une Commission nationale des conflits indépendante de la direction politique, conformément à la pratique sociale-démocrate d'avant-guerre.

Le conflit latent rendu possible par cette architecture éclate avec l'affaire Henri Fabre en 1922<sup>53</sup>. Directeur du *Journal du Peuple*, un quotidien où s'exprimaient de nombreux minoritaires pendant la guerre, Fabre est attaqué (et finalement exclu) par Souvarine et la « gauche » pour avoir publié des articles de militants du Parti critiques envers la ligne de l'IC. Au-delà de l'enchaînement bien connu des faits, l'« affaire Fabre » est symbolique de la force avec laquelle l'antiréformisme de la « gauche » issue du Comité de la III<sup>e</sup> Internationale – qui ne sera officiellement dissous qu'en octobre 1921 – a réclamé le déracinement des traditions sociales-démocrates. Elle revendique une justice militante expéditive au nom de la vertu révolutionnaire. Cette revendication aboutit à la mise en place d'un mode spécifiquement communiste de contrôle militant, l'exclusion administrative, bien avant la « vérification » des cadres dans les années 1930. À l'inverse, le débat autour de l'« incorporation » du Groupe parlementaire communiste à partir de 1923 montre comment l'antiparlementarisme ouvrier d'avant-guerre s'est converti en un dispositif inquisitorial efficace fondé sur un double contrôle, financier et social, des élus.

L'antiréformisme de la « gauche » possède cependant, du fait de ses filiations, des caractéristiques qui le rendent incompatibles avec l'évolution de la SFIC. Son refus de parvenir, forgé sous l'influence syndicaliste révolutionnaire, mais aussi au travers de la politisation primaire de très jeunes cadres appelés rapidement aux responsabilités,

53. Nous renvoyons, sur cette « affaire » d'une importance capitale, à R. Ducoulombier, *Camarades !, op. cit.*, chap. 6.

comme Maurice Laporte<sup>54</sup>, se révèle être une source de résistance à la construction autoritaire d'un parti de permanents rémunérés. L'accommodement à la bureaucratiation de l'appareil communiste est le fait de la génération montante « bolchevisée » du milieu des années 1920 qui, à l'instar de Maurice Thorez, accepte sans états d'âme le principe de l'aide financière bolchevique pour rebâtir un appareil qui assure sa propre promotion. Le Parti communiste, de ce point de vue, a mis en œuvre une forme originale de modernisation autoritaire du militantisme ouvrier en France, offrant promotion sociale et rémunération symbolique à une élite improvisée travaillée par la dialectique entre le servir et le parvenir. Cette révolution plus ou moins honteuse des pratiques du mouvement ouvrier est à l'origine de la critique par Souvarine du « cordon monétaire » tiré autour de la direction rémunérée du Parti<sup>55</sup> – une critique qui devait contribuer à jeter les fondements de l'antitotalitarisme de gauche à la fin des années 1920.

L'antiréformisme, qui imprègne l'univers mental de la jeune relève communiste de 1920, n'est donc pas si impuissant : il a porté sur les fonts baptismaux, à l'issue de la guerre, un « parti de type nouveau » dont les caractéristiques sont en partie tributaires de son héritage d'avant-guerre. Chez certains des exclus et des dissidents du milieu des années 1920, les valeurs et les normes héritées de l'expérience de la minorité de guerre survivront longtemps à leur rupture avec le Parti, rendant d'ailleurs impossible un retour à la « vieille maison ». Cet *ethos* antiréformiste durablement incorporé a constitué le véhicule privilégié de l'influence bolchevique en France – d'un bolchevisme remanié, adapté et traduit par une jeune relève de « passeurs » née de la guerre et dispersée par la paix.

54. David Saint-Pierre, *Maurice Laporte. Une jeunesse révolutionnaire. Du communisme à l'anticommunisme (1916-1945)*, Laval, Presses universitaires de Laval, 2006, p. 22-23.

55. Boris Souvarine, « Lettre à l'opposition », décembre 1927, in Boris Souvarine, *À contre-courant*, Paris, Bureau d'Éditions, 1927, p. 138-145.